Nations Unies S/2020/274



Conseil de sécurité

Distr. générale
3 avril 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 31 mars 2020, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé de M[me] Ingrid Hayden, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ainsi que celui des déclarations faites par les représentantes et représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Chine, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Indonésie, du Niger, de la République dominicaine, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et du Viet Nam, à l'occasion de la vidéoconférence convoquée le mardi 31 mars 2020.

Conformément à la procédure définie dans la lettre adressée aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité en date du 27 mars 2020 (S/2020/253), qui a été convenue en raison de la situation extraordinaire créée par la maladie à coronavirus (COVID-19), le texte de l'exposé et des déclarations sera publié comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(*Signé*) **Zhang** Jun

20-05195 (F) 240420 270420







Annexe I

Déclaration de M[me] Ingrid Hayden, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

L'Afghanistan est arrivé à un moment décisif. Près de vingt ans après le début de l'intervention de la coalition, la question qui se pose aujourd'hui à la République islamique d'Afghanistan est la suivante : ses dirigeants sont-ils capables de s'unir pour engager des pourparlers efficaces avec les Taliban afin d'instaurer une paix durable? La menace omniprésente de la maladie à coronavirus (COVID-19) rend leur choix particulièrement âpre car elle présente de graves dangers pour la santé de la population afghane et, potentiellement, pour la stabilité des institutions du pays.

L'élection présidentielle afghane, qui s'est tenue le 28 septembre de l'année dernière, a été un processus particulièrement long. Les raisons de ces atermoiements sont bien connues, mais l'heure n'est pas à l'acrimonie. Aujourd'hui, l'enjeu est de préserver la République islamique et de faire progresser les valeurs consacrées par sa Constitution.

Le 18 février, la Commission électorale indépendante a annoncé que le Président Ashraf Ghani avait gagné les élections. Arrivé en deuxième position du scrutin, M. Abdullah Abdullah en a rejeté le résultat et a revendiqué unilatéralement la victoire, annonçant son intention de former son propre gouvernement national. Le 9 mars, le Président Ghani et M. Abdullah ont organisé des cérémonies d'inauguration présidentielle parallèles. Cette situation a suscité de graves inquiétudes en maints lieux, tant en Afghanistan qu'à l'étranger, devant la possibilité d'une dangereuse erreur de calcul qui pourrait avoir des conséquences durables pour l'avenir de la république.

Au moment où je vous parle, cette impasse se poursuit, malgré les dialogues intensifs menés par des acteurs clés, en particulier les États-Unis, les acteurs régionaux et les dirigeants politiques afghans, pour mettre fin à la politique de la corde raide. La sévérité de la situation est aggravée par la décision, prise le 23 mars par les États-Unis, de réduire immédiatement d'un milliard de dollars l'aide prévue pour 2020 et de se préparer à faire de même l'année suivante. Étant donné la forte dépendance de l'État à l'égard des donateurs, cela pourrait avoir de graves répercussions sur la viabilité financière du pays, ainsi que sur ses résultats socio-économiques. Aujourd'hui, face à la pandémie de COVID-19, de nombreux donateurs risquent de donner la priorité aux besoins de leur propre population. L'Afghanistan doit démontrer qu'il est justifié de continuer à lui consacrer des ressources internationales.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) exhorte toutes les parties afghanes à œuvrer de concert pour surmonter leurs différends de façon pacifique pour le bien du peuple afghan. L'heure n'est pas à la division. Elle est à l'intelligence politique, au compromis et à l'inclusion. Les intérêts des Afghanes et des Afghans doivent passer avant tout, y compris les droits de toutes les femmes, des minorités et des jeunes.

Le règlement du conflit dépend de la volonté de tous les acteurs de dialoguer de manière constructive sur les questions fondamentales en jeu. C'est une responsabilité profonde, qui incombe au premier chef aux dirigeants afghans. Il est compréhensible que les griefs soient profonds, multiples et complexes et qu'ils touchent toutes les couches de la société. Mais il s'agit peut-être d'une occasion rare d'aborder ces questions.

Ainsi, il est encourageant de constater que, malgré l'impasse politique, les autorités afghanes aient réussi à s'entendre sur une équipe de négociation diversifiée.

L’équipe comprend des représentants de tous les principaux groupes ethniques et cinq femmes. C’est une reconnaissance importante du fait que les femmes peuvent et doivent être impliquées dans la réalisation de toute paix durable en Afghanistan. La MANUA a encouragé les Taliban à faire de même en incluant dans leur délégation des femmes qui doivent avoir une voix décisive à la table des négociations. Le mouvement enverrait ainsi un message de poids prouvant qu’il s’est fondamentalement réformé.

Toutes les parties sont invitées à prendre des mesures concrètes pour que le projet de négociations intra-afghanes devienne une réalité. Ayant annoncé la composition de son équipe de négociation, la République islamique a désormais la lourde tâche de doter ses négociateurs et négociatrices des compétences dont ils ou elles ont besoin pour définir son programme et de leur inculquer les principes nécessaires pour garantir et faire progresser les droits de ses citoyennes et citoyens. Il incombe également aux Taliban de démontrer qu’ils sont prêts à engager des négociations de bonne foi avec la République islamique en vue de parvenir à un règlement durable du conflit.

Les libérations de prisonniers survenues ces dernières semaines pourraient, si elles sont gérées avec précaution, constituer une importante mesure de confiance au commencement du processus de paix. En dépit des contraintes logistiques très réelles imposées par la COVID-19, les représentants du Gouvernement de la République islamique et des Taliban ont tenu trois visioconférences pour discuter de la libération des prisonniers. La MANUA se félicite de ce dialogue et exhorte les parties à régler rapidement la question de la libération des prisonniers, dans le respect du droit international.

La signature de l’accord entre les États-Unis et les Taliban, le 29 février, a marqué un tournant historique dans le conflit afghan. L’accord prévoit le retrait total des forces militaires internationales d’Afghanistan, sous conditions, et la première phase de ce retrait est en cours. Pour leur part, les Taliban semblent respecter leur engagement de réduire la violence contre les forces militaires internationales. Toutefois, ces dernières semaines, la violence liée au conflit en Afghanistan a de nouveau atteint les niveaux précédents, principalement en raison des attaques des Taliban contre les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Cette tendance est regrettable, mais elle n’est pas irréversible. Les derniers mois ont montré, une fois de plus, qu’il était possible de réduire considérablement la violence, lorsque toutes les parties s’y engageaient réellement. Cela s’est confirmé pendant la période qui a mené à la signature de l’accord entre les États-Unis et les Taliban, durant laquelle une nette réduction de la violence a été enregistrée dans tout le pays. La MANUA espère que cette amélioration se répétera bientôt et se maintiendra à mesure que les négociations intra-afghanes progresseront. Par-dessus tout, la communauté internationale ne doit pas oublier ce que les Afghanes et les Afghans souhaitent à l’issue du processus de paix : une fin complète du conflit qui protège leur sécurité et fait progresser leurs droits.

La recrudescence de la violence a eu des conséquences tragiques pour les civils pris dans le conflit. Ne serait-ce que ce mois, plus de 180 civils ont été tués et de nombreux autres blessés du fait des hostilités. Au cours de cette période, les Taliban ont fait un grand nombre de victimes civiles, principalement au moyen d’engins explosifs improvisés (utilisés hors attentats-suicides) et lors d’assassinats ciblés. La MANUA a certes constaté une diminution des pertes civiles imputées aux Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, mais je suis gravement préoccupée par les événements du 21 mars, jour où les Forces aériennes afghanes ont effectué une frappe aérienne à Kondoz. Nos premières constatations indiquent que la grande majorité des personnes tuées étaient des femmes et des enfants.

Nous sommes également très préoccupés par la menace permanente que fait peser sur les civils l'État islamique d'Iraq et du Levant-Province du Khorassan. L'attaque inhumaine, qui a fait 34 morts et de nombreux blessés parmi les civils, le 6 mars, lors de la commémoration d'un dirigeant hazara à Kaboul, en est une nouvelle preuve. Nous avons également été indignés par l'attaque revendiquée par le groupe, perpétrée le 25 mars contre des fidèles d'un temple hindou-sikh de Kaboul, qui a tué et blessé des dizaines de civils. Ces attaques barbares contre la population civile afghane doivent cesser.

La MANUA n'a cessé de souligner que la meilleure façon de protéger les civils des conflits et de la crise sanitaire qui se développe est de mettre un terme aux combats. J'insiste sur l'appel à un cessez-le-feu mondial immédiat lancé par le Secrétaire général, afin que l'attention et les ressources nécessaires puissent être consacrées à la lutte contre la pandémie de COVID-19. Une réduction de la violence menant à un cessez-le-feu en Afghanistan permettrait de sauver des vies et d'instaurer un climat plus propice à l'ouverture de négociations de paix intra-afghanes et donnerait au Gouvernement la latitude de concentrer ses efforts sur la lutte contre la crise sanitaire qui se profile.

Les risques que la pandémie de COVID-19 font peser sur le pays sont extrêmes. Le taux de létalité du virus est particulièrement préoccupant compte tenu de la fragilité du système de santé afghan et de la grande vulnérabilité de la population du pays. Un grand nombre de personnes dans le pays souffrent en effet de malnutrition, vivent en étroite proximité les unes des autres, y compris les personnes déplacées, les prisonniers et les détenus dans le système pénitentiaire surpeuplé, sans oublier les personnes ayant des besoins spéciaux, notamment des handicaps physiques ou des problèmes de santé mentale. Un problème particulier qui se pose en Afghanistan est l'accès des femmes aux soins médicaux, rendu compliqué par les conditions de sécurité actuelles et par des normes culturelles bien ancrées.

Outre ces questions de santé publique, nous sommes également préoccupés par les répercussions économiques et sociales de la perte des moyens de subsistance sur les familles, notamment en l'absence de garanties systématiques de protection sociale. La pandémie et ses répercussions économiques menacent également d'exacerber les tensions intercommunautaires, en particulier entre migrants et communautés d'accueil. En l'absence d'interventions effectuées en temps utile et de manière globale, cette situation pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour l'Afghanistan et son peuple.

Pour aider à atténuer ce risque, l'ONU en Afghanistan a élaboré un plan d'intervention pour appuyer l'action du Gouvernement afghan contre la pandémie de COVID. Le plan nécessitera un financement de 108,1 millions de dollars jusqu'au 30 juin. Je tiens à remercier vivement les donateurs qui se sont déjà engagés à contribuer à cet effort. Et j'invite les autres États Membres à faire de même. Comme l'a dit le Secrétaire général, la COVID-19 menace l'humanité tout entière – et c'est donc l'humanité tout entière qui doit riposter. Il n'y a que par l'action collective des États Membres, en étroite coopération avec les autorités afghanes, que nous pouvons espérer réduire l'incidence de cette menace mondiale sur la population vulnérable de l'Afghanistan.

L'incertitude politique, les retards dans l'ouverture du processus de paix, la recrudescence de la violence et l'imminence de la multiplication des cas liés à la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui, conjugués, mettent le peuple afghan face à un moment critique. Pour surmonter ces problèmes, il faudra des efforts conjoints de notre part à tous, dans l'intérêt de la population mondiale. Je tiens à rendre un hommage tout particulier au courage des milliers de femmes et d'hommes qui interviennent en première ligne, en travaillant pour le Gouvernement afghan, les

organisations non gouvernementales, l'ONU ou d'autres organismes humanitaires internationaux. Ces femmes et ces hommes prennent des risques personnels considérables pour protéger le peuple afghan contre la menace imminente de la COVID-19. Je remercie également les membres du Conseil pour leur intérêt et leur soutien constants à l'égard de l'Afghanistan, dont la situation n'a fait que s'aggraver du fait des événements des dernières semaines. La MANUA reste pleinement déterminée à soutenir le peuple afghan.

Annexe II

Déclaration de M. Marc Pecsteen de Buytswerve, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies

La semaine dernière, l'Afghanistan a été frappé par une nouvelle attaque terroriste dévastatrice et meurtrière, un autre triste événement qui prolonge la souffrance de la population civile du pays. Depuis qu'elle a commencé à compter il y a plus de dix ans, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a recensé 100 000 victimes, un nombre qui témoigne de la folie de ce conflit.

La violence vient s'ajouter aux préoccupations croissantes que soulèvent la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans le pays et ses répercussions sur les Afghanes et les Afghans, et en particulier sur les plus vulnérables d'entre eux. Les mouvements transfrontaliers à grande échelle survenus récemment risquent d'exercer une pression accrue sur le système de santé du pays.

Dans le contexte de la pandémie, nous nous faisons l'écho de l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial. La période pendant laquelle le niveau des violences a baissé a certes représenté un progrès dans cette direction, mais les hostilités persistent malheureusement.

Nous demandons aux autorités afghanes de faire preuve de responsabilité politique face au résultat des élections récemment annoncé. Le peuple afghan a besoin d'un gouvernement inclusif bénéficiant d'un large soutien, qui soit capable de surmonter la pandémie et de saisir l'occasion qui se présente d'instaurer la paix. Nous espérons que l'annonce de la formation d'une délégation gouvernementale diversifiée et inclusive devant participer aux négociations intra-afghanes permettra d'entamer ces pourparlers sans retard. L'échange de prisonniers peut être un moyen d'instaurer la confiance. Nous comptons qu'un rôle majeur sera confié aux femmes pendant les négociations. Il est indispensable que le Conseil de sécurité suive de près le processus et souligne l'importance du respect de la Constitution afghane et des libertés et droits fondamentaux.

Au cours du dernier trimestre de 2019, 687 violations graves à l'encontre d'enfants ont été vérifiées. Nous continuerons à rechercher un consensus sur les conclusions du Conseil concernant le sort des enfants en temps de conflit armé et nous comptons sur le soutien des membres du Conseil.

L'ONU a besoin d'un message fort et de responsables dont le rôle est clairement défini pour agir en Afghanistan. Nous nous félicitons de la nomination de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général et réitérons notre profonde reconnaissance pour les travaux accomplis par M. Yamamoto.

Tant sur le plan bilatéral qu'en tant que membre de l'Union européenne, la Belgique continuera de soutenir, sur la base de conditions et de critères clairs, le processus de paix et le Gouvernement et le peuple afghans. Parmi les exemples de notre soutien continu, nous mentionnerons nos contributions à la mise en œuvre du plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) (Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité) et au fonds d'affectation spéciale pour l'Armée nationale afghane, ainsi que notre participation à la mission *Resolute Support* de l'OTAN, à laquelle nous avons fourni une centaine de militaires.

Enfin, je voudrais exprimer mon adhésion aux éléments de presse proposés par les corédacteurs.

Annexe III

Déclaration de M. Zhang Jun, Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie Mme Hayden, Responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour son exposé très utile. Je souhaite également profiter de cette occasion pour remercier M. Tadamichi Yamamoto, ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et le féliciter du travail accompli par la MANUA sous sa direction. La Chine se réjouit également de collaborer étroitement avec Mme Deborah Lyons, la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan, dans les jours à venir.

Le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan est arrivé à un tournant. Nous apprécions les efforts des parties qui œuvrent pour promouvoir le dialogue politique et le processus de paix et nous nous félicitons des contacts établis entre le Gouvernement afghan et les Taliban. Nous saluons également les efforts consentis par la communauté internationale et les pays de la région pour promouvoir les négociations intra-afghanes. La Chine soutient fermement un processus de paix et de réconciliation large et inclusif, « dirigé et contrôlé par les Afghans », et respecte pleinement la volonté du peuple afghan de décider de son avenir.

Nous appelons toutes les parties afghanes, y compris les Taliban, à saisir cette occasion historique pour élaborer ensemble des plans d'avenir pour la vie politique et les questions de sécurité qui soient acceptables pour tous, dans le cadre de négociations et de dialogues intra-afghans. La Chine continuera de collaborer avec la communauté internationale, en particulier les pays de la région, dont la Russie et le Pakistan, pour promouvoir le processus de dialogue intra-afghan. Nous aimerions également aider le peuple afghan à maintenir un Afghanistan uni. Il n'est dans l'intérêt de personne de voir l'Afghanistan divisé et c'est ce dont pâtissent le plus les Afghanes et les Afghans. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter cela.

Les conditions de sécurité en Afghanistan se trouvent également à un moment critique. Nous sommes reconnaissants pour tous les actions menées pour promouvoir la sécurité dans le pays. Cependant, la situation demeure précaire. Nous demandons instamment à la communauté internationale et aux parties afghanes de faire tout leur possible pour accroître la capacité de l'Afghanistan à faire régner la sécurité, y compris en appuyant le renforcement des capacités des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, afin d'aider le pays à intervenir efficacement face à des menaces telles que le terrorisme, la criminalité transnationale et le trafic de drogue.

Nous nous félicitons de l'accord signé par les États-Unis et les Taliban. La Chine exhorte les parties à s'assurer, dans le cadre de l'application de l'accord, que le retrait des contingents étrangers d'Afghanistan soit conduit de façon ordonnée et responsable, afin d'éviter un vide sécuritaire et, en particulier, d'empêcher que les organisations terroristes ne profitent de la situation dans le pays pour se renforcer.

Le développement économique et social de l'Afghanistan présente également un défi. Sans une base solide, il ne saurait y avoir de paix et de prospérité durables et soutenues dans le pays. Dans sa résolution 2513 (2020), le Conseil de sécurité appelle à la promotion de la coopération et de la connectivité régionales. Récemment, l'Afghanistan et le Pakistan ont commencé à acheminer des marchandises par le couloir économique Chine-Pakistan en empruntant le port de Gwadar, ce qui constitue un nouveau progrès dans l'intégration de l'Afghanistan dans l'économie régionale. Nous nous félicitons de cette évolution. Tous les Afghans, y compris les femmes, les hommes et les enfants, sont les membres d'une même famille qui

partagent un avenir commun. Nous comptons soutenir le peuple afghan dans toute la mesure de nos possibilités en contribuant à l'instauration de la paix, ainsi qu'à la stabilité et au développement en Afghanistan.

La pandémie de coronavirus (COVID-19) pose un grave problème au pays et toutes les mesures doivent être prises pour aider le Gouvernement afghan à lutter contre. Le 20 mars, la Chine a organisé une visioconférence pour partager les acquis de son expérience en matière de prévention et de contrôle de la nouvelle pandémie avec 19 pays d'Asie du Sud et d'Eurasie, dont l'Afghanistan. La Chine a fait don à l'Afghanistan de matériel antiépidémique, dont 30 000 réactifs de test, 250 000 masques faciaux et quelques respirateurs, qui arriveront dans le pays le 1er avril. Nous espérons que ces actions seront utiles aux Afghanes et aux Afghans dans leur lutte contre la pandémie, et nous poursuivrons nos efforts à cet égard.

Annexe IV

Déclaration de M. José Singer Weisinger, Envoyé spécial de la République dominicaine auprès du Conseil de sécurité

Tout d'abord, nous souhaitons condamner dans les termes les plus vifs l'attaque menée contre un temple hindou-sikh, le 25 mars dernier à Kaboul. Nous présentons nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes.

Nous saisissons la présente occasion pour souhaiter la bienvenue à la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, l'Ambassadrice Deborah Lyons, et lui présenter tous nos vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions. Nous remercions la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Mme Ingrid Hayden, pour son exposé.

La situation en Afghanistan demeure à une étape critique. Le processus de paix, le dialogue politique, les conditions de sécurité et le développement économique du pays sont face à de grands défis. C'est pourquoi nous demandons instamment à toutes les parties prenantes et à la communauté internationale de continuer à travailler de concert pour aider toutes les parties du pays à relever tous ces défis.

Nous demeurons préoccupés par l'instabilité des conditions de sécurité, en particulier dans la région du sud, et nous condamnons, dans les termes les plus vigoureux, toutes les attaques terroristes perpétrées au cours de la période considérée, qui ont pris des civils innocents pour cible.

La crise de la drogue restant un problème grave pour le pays et toute la région, nous estimons qu'il est éminemment important d'intensifier les efforts pour lutter contre ce fléau.

En ce qui concerne la situation humanitaire désastreuse, nous partageons les préoccupations exprimées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2020/210) au sujet de l'accroissement du nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire et d'une protection en raison du conflit, qui est passé de 6,3 à 9,4 millions. Aussi appelons-nous les parties à respecter strictement les dispositions du droit international humanitaire qui concernent la protection des civils. Nous espérons que la situation humanitaire ne se détériorera pas en cette période de pandémie.

Comme le reste du monde, nous sommes profondément préoccupés par la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19), en particulier dans les zones de conflit, et par le fait qu'elle risque d'aggraver considérablement la situation humanitaire déjà critique en Afghanistan.

La République dominicaine engage le Gouvernement afghan à continuer d'associer les femmes aux processus de paix et à veiller à ce qu'elles jouent un rôle primordial dans les négociations. Nous considérons qu'il faut une participation pleine et effective, non seulement des femmes, mais aussi des jeunes, à toutes les sphères de la société afghane.

Enfin, nous souhaitons reconnaître le rôle important joué par la MANUA dans la promotion de la paix dans le pays, grâce à des contributions exceptionnelles dans des domaines tels que les droits humains, en particulier ceux des femmes. Ces progrès doivent se poursuivre.

Annexe V

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier Mme Ingrid Hayden, Responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour son exposé très complet. Je tiens également à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, pour le travail important qu'il a accompli pendant plus de cinq ans dans un environnement très difficile et je présente à Mme Lyons tous mes vœux de réussite pour ses prochaines années en tant que nouvelle Représentante spéciale.

L'Estonie félicite la MANUA pour ses activités et sa collaboration avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux visant à soutenir l'Afghanistan sur de nombreux fronts, en particulier : la promotion de l'égalité des genres; la participation des femmes au processus de paix; l'inclusion de la société civile. Toutes ces actions contribuent à instaurer un climat propice aux négociations intra-afghanes. L'Estonie soutient résolument ces efforts et demeure toujours ouverte aux différents moyens par lesquels le Conseil de sécurité pourrait appuyer davantage la MANUA dans ses activités.

Nous nous félicitons que le Gouvernement afghan ait fait les premiers pas vers le commencement du processus de paix. Nous citerons notamment l'approbation récente du Ministère d'État à la paix, une entité gouvernementale indépendante qui coordonne également les questions liées à la paix dans tous les ministères concernés. Le Parlement a également créé un comité pour la paix chargé d'appuyer le processus de paix, qui a tenu sa première réunion le 14 janvier.

S'il est vrai que le nombre vérifié de 10 392 victimes civiles en 2019 montre une légère baisse par rapport à 2018, il n'en demeure pas moins écrasant, les femmes et les enfants représentant en outre 42 % des victimes. L'Estonie reste profondément préoccupée par ce nombre élevé de victimes, qui est imputé aux Taliban, à l'Armée nationale afghane et à l'État islamique d'Iraq et du Levant-Province du Khorassan. Compte tenu de la pandémie de coronavirus, il est maintenant de la plus haute importance de réduire la violence et de mettre en place un cessez-le-feu, non seulement pour protéger la population civile, y compris les femmes et les enfants, mais aussi pour permettre à l'Afghanistan de se préparer à la lutte contre le virus et de s'y consacrer pleinement. Il faut impérativement que le pays réduise les effets de la pandémie, car ils pourraient perturber et retarder l'ouverture des négociations intra-afghanes.

La formation d'une équipe chargée des négociations de paix, annoncée vendredi par le Gouvernement afghan, est un évolution très positive, d'autant plus que cinq femmes sont au nombre des 21 membres qui composent l'équipe, signe de la participation et de l'inclusion des femmes dans le processus de paix. Nous regrettons que les Taliban aient refusé de coopérer avec l'équipe de négociation désignée, au prétexte qu'elle n'était pas inclusive.

Nous soulignons que les mesures relatives au processus de paix ne doivent en aucun cas éroder les libertés et droits fondamentaux, garantis par la Constitution afghane. Les acquis politiques, économiques et sociaux des 19 dernières années, pour lesquels le peuple afghan et la communauté internationale ont consenti d'énormes sacrifices, doivent être conservés et renforcés davantage.

Annexe VI

Déclaration de Mme Anne Gueguen, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations unies

Je voudrais me joindre aux autres pour remercier Mme Hayden pour son exposé détaillé et la prie de bien vouloir transmettre mes félicitations les plus sincères à Mme Lyons pour sa nomination en tant que nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général. Nous lui souhaitons tout le succès possible dans ses nouvelles fonctions et réaffirmons le soutien indéfectible de la France aux efforts des Nations unies en Afghanistan.

Je commencerai par énoncer l'évidence et souligner que les circonstances actuelles devraient nous pousser tous à être plus unis que jamais dans la poursuite de notre soutien au peuple d'Afghanistan, un pays qui a été en proie à la guerre, au terrorisme, à la pauvreté, et maintenant à une pandémie.

La première forme de soutien, et la plus cruciale, consiste à assurer une aide humanitaire continue et suffisante pour faire face aux nombreux défis qui nous attendent, en particulier le risque de propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19). La France salue les efforts des organismes de l'ONU et de leurs partenaires pour répondre aux besoins humanitaires des populations et à la crise de la COVID-19. Ces efforts doivent être soutenus et renforcés. Il est également essentiel d'assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin.

À cet égard, je voudrais également rappeler l'obligation pour toutes les parties de respecter le droit international humanitaire, y compris la protection des civils. La récente attaque terroriste du 25 mars est un crime odieux, que notre Conseil a condamné à juste titre et fermement (voir SC/14147). Les efforts doivent se poursuivre pour réduire la violence. Les attaques contre les civils doivent cesser et l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu doit être entendu et appliqué en Afghanistan.

Après la fin du processus électoral en Afghanistan, la France appelle à la nomination rapide d'un gouvernement inclusif et uni. Cela est particulièrement important dans la perspective de l'ouverture de pourparlers intra-afghans.

La France souhaite réitérer son appel en faveur d'une représentation inclusive, de toutes les parties, dans ces négociations. Nous saluons l'annonce de la formation d'une délégation afghane inclusive pour les pourparlers de paix, qui comprend cinq femmes sur 21 membres. Il est essentiel que les femmes participent directement et de manière significative aux pourparlers de paix à tous les niveaux de décision. L'inclusion est également essentielle pour garantir que les droits humains de chacun soient préservés dans la négociation de ce processus de paix.

La signature de deux accords en février ouvre la voie à la paix et malgré les perturbations majeures causées par la pandémie de COVID-19, leur mise en œuvre doit se poursuivre, de même que la lutte contre les activités terroristes ainsi que contre le trafic de stupéfiants et la traite des êtres humains. Nous suivrons de près les progrès réalisés à cet égard, à la lumière de nos intérêts en matière de sécurité.

Avant de conclure, je voudrais souligner que nous espérons vivement que les progrès se poursuivront sur la voie d'une paix durable, de la préservation de l'unité et de l'intégrité du pays, d'une meilleure gouvernance et de la protection effective des droits humains.

Enfin, je voudrais exprimer mon plein soutien aux éléments de presse (2020/03/31) proposés par l'Allemagne.

Annexe VII

Déclaration de M. Jürgen Schulz, Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Tout d'abord, je tiens à exprimer mes remerciements à la représentante de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour son exposé et pour le point fait sur la situation actuelle en Afghanistan, qui se sont avérés extrêmement utiles. Ensuite, j'aimerais commenter certains aspects mentionnés dans l'exposé.

En premier lieu, s'agissant des récentes vagues de violence, nous jugeons extrêmement regrettable que la violence n'ait pas diminué. Nous condamnons chacune des attaques commises récemment. La persistance des attaques des Taliban contre les forces de sécurité est très inquiétante et contraire à l'esprit de l'accord conclu avec les États-Unis d'Amérique le 29 février. Étant préjudiciables au climat qui permettra d'instaurer la confiance nécessaire à un processus de paix, ces attaques doivent cesser. Nous sommes d'avis que l'heure est à l'unité, à la coopération et à la réconciliation, et non à la poursuite des violences.

Quant à la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19), qui a désormais aussi gagné l'Afghanistan, nous ne sommes pas encore en mesure d'en apprécier la véritable ampleur dans le pays, mais il est d'autant plus urgent de mettre fin à la violence, face à la pandémie. Lancé à point nommé, l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu humanitaire revêt une importance vitale et il a été repris par le Ministre allemand des affaires étrangères, Heiko Maas, qui a déclaré que la lutte contre la pandémie de COVID-19 devait devenir notre priorité absolue.

Les services médicaux et l'aide humanitaire ne doivent pas être entravés par les conflits. Ainsi, un autre aspect de la situation qui nous préoccupe particulièrement et qu'il convient de surveiller de près à la lumière de la crise du coronavirus est le retour des réfugiés afghans. Ceux-ci quittent déjà l'Iran pour se rendre dans l'ouest de l'Afghanistan alors que les installations médicales nécessaires pour les soigner en cas de maladie font défaut. Le même phénomène risque de se reproduire avec les réfugiés afghans du Pakistan, ce qui ne saurait manquer d'aggraver la crise sanitaire.

Pour ce qui est du processus de paix, nous réaffirmons l'importance d'une paix durable, qui ne peut être obtenue que par un règlement politique négocié et inclusif, dirigé et contrôlé par le peuple afghan. Ce projet exigera beaucoup d'efforts, de temps et de compromis de la part de toutes les parties. Nous saluons l'entente obtenue sur la composition de l'équipe mixte de négociation, qui regroupe des représentantes et représentants de diverses factions politiques, dont 25 % de femmes. Il s'agit d'une étape essentielle vers l'ouverture du processus de paix.

Dans le même temps, nous demeurons préoccupés par l'impasse dans laquelle se trouve le pays. Nous espérons que l'entente sur l'équipe de négociation aidera également à surmonter l'impasse politique à Kaboul, qui reste un sujet de vive préoccupation pour nous. Les structures gouvernementales parallèles entraînent des dysfonctionnements. Une solution politique inclusive doit être trouvée le plus rapidement possible afin d'éviter que ne persiste ce dysfonctionnement du Gouvernement, sans parler du risque d'escalade des tensions, qui pourrait même provoquer des fractures entre les forces de sécurité. Nous exhortons toutes les parties concernées à faire preuve de toute la souplesse requise.

En cette période, le consensus international doit être maintenu. Le Conseil de sécurité doit par conséquent rester uni et indéfectible dans son soutien. Il a su démontrer cette unité lorsque ses membres ont adopté à l'unanimité, le 10 mars,

la résolution 2513 (2020) approuvant l'Accord pour l'instauration de la paix en Afghanistan entre les États-Unis d'Amérique et les Taliban (S/2020/184, annexe).

En tant que deuxième donateur et deuxième pays fournisseur de contingents, l'Allemagne reste fermement déterminée à soutenir l'Afghanistan. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer à la facilitation des pourparlers intra-afghans et pour collaborer étroitement avec toutes les parties concernées. Même si la crise actuelle de la COVID-19 rend impossible la présence en personne aux réunions, nous devons à présent mettre en place les bases institutionnelles qui permettront aux pourparlers de se tenir bientôt.

Tous les dialogues, pourparlers ou négociations doivent donner la garantie qu'aucun des acquis ne sera perdu et que les femmes seront pleinement incluses. Plus encore, les femmes doivent pouvoir participer pleinement et efficacement à toutes les sphères de la société afghane, y compris la sphère politique. Les progrès remarquables qui ont été enregistrés à cet égard au cours des vingt dernières années doivent se pérenniser et être mis à profit. Nous félicitons le Gouvernement afghan de son engagement en ce sens et nous continuerons à lui apporter notre soutien.

Je tiens également à ajouter quelques mots au sujet de la MANUA. Nous saluons le rôle important que joue la Mission dans le suivi de la situation sur le terrain. Le Conseil devrait continuer d'apporter son soutien à cette Mission vitale. L'Allemagne adhère fermement au mandat de la MANUA, qui a été adopté par consensus. Maintenant que le mandat du Représentant spécial, Tadamichi Yamamoto, à la tête de la MANUA est venu à son terme, nous tenons à le remercier pour ses années de service d'excellence. En ce moment crucial, la nomination à sa succession de Mme Deborah Lyons, nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la MANUA, vient à point nommé et nous lui souhaitons tout le succès possible, en lui assurant tout notre soutien à la Mission et à l'avenir du pays.

Étant donné que les conditions de sécurité demeurent instables, l'Allemagne exhorte toutes les parties au conflit à s'abstenir de recourir à la violence contre les civils, en particulier les femmes et les enfants. Le conflit a causé une souffrance incommensurable à ces personnes, qui sont les membres les plus vulnérables de la société. Au cours des dix dernières années, il a fait plus de 100 000 victimes. Nous réitérons que toutes les parties au conflit doivent honorer leurs obligations découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et prendre immédiatement des mesures pour prévenir les pertes civiles.

Le climat et la sécurité ainsi que la lutte contre la corruption sont d'autres sujets importants à maintenir à l'ordre du jour concernant l'Afghanistan, en particulier compte tenu du fait que la stratégie afghane de lutte contre la corruption de 2017 est venue à expiration le 31 décembre 2019. Partant, nous engageons le Gouvernement afghan à adopter au plus vite une nouvelle stratégie.

Avant de conclure, je tiens à faire valoir, au sujet de la dimension économique et sociale de la situation en Afghanistan, que le développement économique et la création d'emplois restent essentiels et ont même gagné en importance depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19. L'Afghanistan a besoin d'une aide internationale continue et fiable pour relever les défis économiques y afférents et pour inverser la tendance actuelle préoccupante, à savoir l'accroissement spectaculaire des niveaux de pauvreté. Organisée conjointement par l'Afghanistan et la Finlande à l'Office des Nations Unies à Genève, la Conférence ministérielle sur l'Afghanistan prévue en 2020 sera cruciale pour le maintien de l'appui apporté au pays.

La communauté internationale doit rester mobilisée et continuer de soutenir l'Afghanistan, conformément à son engagement en faveur de la décennie de transformation 2015-2024. Il est vital de maintenir les financements si nous ne

voulons pas compromettre les progrès réalisés en Afghanistan, et ce d'autant plus que l'on prend en considération les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 sur les budgets nationaux. Cet engagement est basé sur la condition, bien comprise par toutes les parties prenantes, que l'Afghanistan poursuivra ses travaux de réforme.

Enfin, permettez-moi également de me référer aux éléments du projet de communiqué de presse que les co-rédacteurs, l'Indonésie et l'Allemagne, ont distribués. Nous espérons vivement que le Conseil de sécurité pourra s'exprimer aujourd'hui sur ce sujet important.

Annexe VIII

Déclaration de M.Dian Triansyah Djani, Représentant permanent de la République d'Indonésie

En tant que corédacteur des résolutions sur l'Afghanistan aux côtés de l'Allemagne, l'Indonésie voudrait remercier tous les membres du Conseil de sécurité pour leur attention et leur appui continus à l'égard de l'Afghanistan ainsi que pour le soutiennotre égard. Nous remercions également l'Ambassadeur Yamamoto, pour ses services et son dévouement à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et nous nous réjouissons de la nomination de l'Ambassadrice Lyons, en tant que nouvelle Représentante spéciale et Cheffe de la MANUA. Nous remercions Mme Ingrid Hayden pour son exposé et nous souhaitons la bienvenue à cette réunion en visioconférence à l'Ambassadrice Adela Raz.

La dynamique en Afghanistan, qui a vu naître un espoir de paix au lendemain de la conclusion des récents accords relatifs au processus de paix, a été brisée par la brutale attaque de l'État islamique d'Iraq et du Levant la semaine dernière, qui a coûté la vie de 25 innocents. Nous avons condamné cette attaque dans un communiqué de presse. En outre, le nombre de personnes touchées par la maladie à coronavirus (COVID-19) augmente également en Afghanistan, ce qui complexifie d'autant plus les efforts de paix et l'action humanitaire. Nous exprimons également notre préoccupation face à cette situation.

L'ONU, ainsi que les entités régionales et internationales, a encore une fois un rôle crucial à jouer. Cependant, les parties afghanes doivent également parvenir à un accord de paix global et prendre des mesures fermes pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée la population afghane. À terme, on ne parviendra à la paix que si les Afghans choisissent d'emprunter un chemin collectif pour présider aux destinées de leur pays. Il est primordial que le processus de paix soit dirigé et contrôlé par les Afghans.À cet égard, nous soulignons également ce qui suit :

Premièrement, parlons de la situation politique et du processus de paix. Nous appelons humblement les dirigeants politiques à laisser leurs différends de côté, à faire preuve de souplesse et à faire passer l'intérêt du peuple afghan au premier plan. Comme Mme Hayden l'a mentionné, l'heure n'est pas à la division. Les négociations ne seront pas faciles. Or, avec de la persévérance, de la bonne foi de part et d'autre, du bon sens politique et une réduction des violences, nous sommes convaincus que des progrès concrets seront réalisés. Nous espérons que le processus de négociations entre Afghans sera convoqué une fois la crise de la COVID-19 terminée. L'Indonésie est également prête à accueillir les négociations entre les parties afghanes. En outre, nous nous félicitons également qu'une équipe inclusive, notamment avec des femmes, ait été formée pour intégrer les prochaines négociations entre Afghans. Il s'agit là d'un élément important pour parvenir à une paix durable.

Deuxièmement, il faut que la situation humanitaire et la situation de sécurité actuelles s'améliorent. Avant même la crise de la COVID-19, on estimait que 9,4 millions d'Afghans avaient besoin d'une aide humanitaire, contre 6,3 millions l'année dernière. L'Indonésie appelle toutes les parties à exercer pleinement leur rôle pour faire en sorte que l'aide humanitaire soit acheminée sans entrave. De même, alors que l'on recense plus de 10 000 victimes, y compris des enfants, pour la sixième année consécutive, l'Indonésie exhorte les parties au conflit à cesser de cibler les civils. Dans le sillage de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, nous implorons toutes les parties en Afghanistan de mettre également fin à la violence contre les civils. À l'approche du mois sacré du Ramadan, il est temps de cesser les hostilités et de rétablir la paix dans le pays.

Troisièmement, mentionnons le rôle des femmes et les droits humains. Les acquis, notamment concernant les droits des femmes afghanes, ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel du règlement politique. L'Indonésie réitère son soutien au programme pour les femmes et la paix et la sécurité en Afghanistan. L'année dernière, nous avons accueilli à Jakarta le Dialogue sur le rôle des femmes dans la consolidation et la pérennisation de la paix. Pour en assurer le suivi, un réseau de solidarité entre les femmes d'Afghanistan et d'Indonésie a été mis en place en Afghanistan ce mois-ci. L'unité des femmes afghanes et un plan d'action assorti de délais permettront de traduire dans les faits la vision exprimée par ce réseau. Notre ministre des affaires étrangères participe personnellement au renforcement de cette action.

Qu'il me soit permis de réaffirmer le plein appui de l'Indonésie à la marche de l'Afghanistan vers le début d'une ère nouvelle de paix et de prospérité. L'Indonésie continuera de joindre le geste à la parole en ce qui concerne la participation active des Afghanes aux progrès de leur pays, parallèlement aux efforts qu'elle déploie pour y favoriser la paix. Comme l'a mentionné notre corédacteur, l'Allemagne, nous vous avons présenté des informations destinées à la presse afin que vous les examiniez et que vous y souscriviez. Comme lors des précédentes visioconférences du Conseil de sécurité ces derniers jours, nous espérons que les collègues s'accorderont également sur ces éléments de presse.

Annexe IX

Déclaration de M.Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais me faire l'écho de mes prédécesseurs et condamner dans les termes les plus fermes les récents attentats terroristes perpétrés contre le temple sikh de Kaboul le 25 mars et présenter nos sincères condoléances aux victimes, à leur famille et au peuple afghan, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés. Permettez-moi de réitérer le message de notre communiqué de presse publié voici quelques jours à ce sujet, à savoir que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales et qu'il est de notre devoir de traduire tous les responsables en justice.

Je tiens à remercier Mme Hayden pour cet exposé complet et à saluer les travaux accomplis par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan(MANUA) pour promouvoir la paix, la bonne gouvernance et le développement au profit de tous les Afghans. Nous espérons qu'elle continuera à améliorer la coordination entre toutes les entités des Nations Unies et les autres acteurs humanitaires afin de maximiser l'efficacité de la lutte contre la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19). Ma délégation apprécierait également que Mme Hayden puisse nous donner plus d'informations sur les répercussions possibles de la pandémie actuelle sur la paix et le processus politique.

Comme le Conseil l'a déclaré à de nombreuses reprises, il n'est pas d'autre solution en Afghanistan que la voie politique. À cet égard, nous nous félicitons des avancées récentes, en particulier de l'accord conclu entre les États-Unis et les Taliban, et nous espérons que celui-ci servira de tremplin vers la tenue de pourparlers inclusifs entre Afghans dans les meilleurs délais. Nous sommes convaincus que ces futures initiatives de paix seront l'occasion de mettre en valeur la riche diversité de l'Afghanistan grâce à une participation véritable des femmes, des jeunes et des minorités. Le Niger est favorable à une telle inclusion, car l'histoire a montré que chaque fois que ces parties prenantes sont mobilisées et qu'on leur accorde une place de choix à la table des négociations, il s'ensuit une paix et un développement durables. Nous devons aider le Gouvernement afghan non seulement à promouvoir et à renforcer les droits des femmes et d'autres groupes, mais aussi à consolider les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, comme le mentionne le Secrétaire général dans son rapport, afin que leur projet d'avenir pour l'Afghanistan soit pleinement pris en compte.

Le processus de paix devrait aboutir à la cessation de la violence. Le Niger reste toutefois gravement préoccupé par l'impasse politique actuelle et le nombre élevé de victimes civiles, dont 42 % sont des femmes et des enfants. De surcroît, nous tenons à souligner et à condamner la violence fondée sur le genre et les violations graves et inacceptables commises contre des enfants et nous appelons toutes les parties au strict respect du droit humanitaire.

Le Niger aimerait rendre hommage à l'action menée par les voisins, amis, alliés et donateurs de l'Afghanistan pour l'aider à mesure que le pays retrouve lentement mais sûrement sa place sur la scène internationale. La mobilisation des donateurs, au moyen notamment de la conférence d'annonce de contributions, contribuera sans aucun doute à consolider les dividendes actuels et futurs de la paix, l'objectif étant d'instaurer une stabilité durable en Afghanistan.

En conclusion, je voudrais vous féliciter pour votre travail, en particulier dans un moment aussi délicat que celui-ci. Nous n'aurions pas pu accomplir ce que

nous avons fait sans vos conseils patients. Le Conseil est en mesure de poursuivre ses travaux grâce aux méthodes de travail diverses et innovantes dont nous avons convenu pendant la période de pandémie et je ne doute pas que ces progrès seront poursuivis et améliorés pendant la présidence de la République dominicaine.

Annexe X

Déclaration de Mme Isis Gonsalves, Coordinatrice politique de la Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie Mme Ingrid Hayden, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Cheffe par intérim de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour son exposé détaillé d'aujourd'hui.

À l'échelle mondiale, les conditions de sécurité, de plus en plus complexes, continuent de nous interpeller. Les conséquences humanitaires désastreuses du conflit en Afghanistan requièrent une action d'urgence. La communauté internationale doit travailler main dans la main pour s'attaquer aux causes sociopolitiques et économiques de cette crise. Rien ne saurait remplacer le multilatéralisme.

Saint-Vincent-et-les Grenadines reste préoccupée par la situation de sécurité instable dans le pays. Nous condamnons, dans les termes les plus forts, toutes les formes de terrorisme et de violence contre les civils, y compris la tuerie récente au temple sikh de Kaboul. Profondément attristé par ces décès, j'adresse mes sincères condoléances aux familles des victimes. Nous réitérons l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial dans le contexte de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19).

Nous soutenons un processus dirigé et contrôlé par les Afghans pour garantir une paix et une stabilité durables. Dans ce contexte, nous encourageons toutes les parties à honorer les engagements pris au titre de la Déclaration conjointe et de l'Accord signés le 29 février.

Nous félicitons la MANUA d'avoir coopéré avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales afin de faire progresser les négociations entre les parties afghanes. Nous saluons également les efforts déployés pour soutenir le rôle moteur des femmes au sein du Gouvernement et dans les futures négociations entre Afghans. À cet égard, nous continuons de souligner qu'il importe d'associer toutes les parties prenantes afin de créer une société plus juste et plus équitable au profit de toutes les Afghanes et de tous les Afghans.

En conclusion, permettez-moi de féliciter Deborah Lyons pour sa nomination en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la MANUA et de l'encourager à poursuivre le dialogue avec les représentants des Taliban afin de résoudre toutes les questions en suspens liées au processus de paix. Nous réitérons notre soutien total au peuple afghan, qui œuvre à poser les jalons d'un avenir pacifique et prospère.

Annexe XI

Déclaration de M. Jerry Matjila, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous tenons à remercier Mme Ingrid Hayden, responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour son exposé. Je souhaiterais également adresser nos félicitations à Mme Deborah Lyons pour sa récente nomination en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général en Afghanistan et Cheffe de la MANUA. Je voudrais en outre exprimer notre gratitude à M. Tadamichi Yamamoto pour sa contribution et ses efforts en vue de soutenir les travaux du Secrétaire général et du Conseil en Afghanistan.

L'Afrique du Sud présente ses condoléances aux familles des victimes de l'attentat qui a récemment frappé un temple sikh à Kaboul. Nous condamnons fermement cet attentat ainsi que toutes les attaques violentes, en particulier celles qui ciblent des civils innocents. Le terrorisme – quelle que soit sa motivation – ne peut en aucun cas se justifier.

L'Afrique du Sud soutient pleinement le rôle important que joue la MANUA et de l'action qu'elle mène pour contribuer à jeter les bases d'une paix et d'un développement durables en Afghanistan, compte tenu des conditions difficiles dans lequel elle agit.

L'Afrique du Sud demeure préoccupée par le haut degré de violence qui persiste en Afghanistan, notamment les attaques aveugles qui sont menées contre les civils, les femmes, les enfants et les personnes âgées et qui risquent de torpiller les efforts à l'œuvre pour instaurer une paix durable dans le pays.

L'Afrique du Sud encourage toutes les parties afghanes associées aux pourparlers de paix à renouveler leurs efforts pour rétablir la confiance, œuvrer à la paix et à la réconciliation, ainsi qu'à la promotion de l'unité et de la cohésion nationales, l'objectif étant de parvenir à une solution politique durable.

Ma délégation se félicite de tous les efforts déployés pour trouver une solution à long terme au conflit en Afghanistan et espère que la récente signature d'accords entre les États-Unis et le Gouvernement afghan et entre les États-Unis et les Taliban, sera un tremplin vers l'ouverture de négociations entre les parties afghanes.

Il est également important de reconnaître le rôle que les femmes jouent dans le processus de paix en Afghanistan et nous devons tous encourager la poursuite de leur participation aux pourparlers de paix et aux efforts de l'après-conflit. Il est primordial de protéger les progrès considérables réalisés en matière de droits des femmes et des filles.

Aussi, il est important que le processus de paix soit dirigé et pris en main par les Afghans. À cet égard, nous appelons toutes les parties prenantes afghanes à surmonter leurs différends et à travailler main dans la main afin d'instaurer un climat pacifique et stable pour tous les Afghans.

Annexe XII

Déclaration de M. Jonathan Allen, Chargé d'affaires de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à adresser tous mes remerciements à Jun ainsi qu'à Ingrid pour son exposé.

Permettez-moi tout d'abord, comme d'autres l'ont fait, de saluer la nomination de Deborah Lyons en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général et de remercier le Représentant spécial, M. Yamamoto, pour tout son travail.

J'entame mon propos par la maladie à coronavirus (COVID-19), une question qui, je pense, nous préoccupe tous, et pas seulement par rapport à l'Afghanistan, mais aussi au regard d'un certain nombre de questions – ou même de toutes les questions – à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. La situation nous inquiète bien sûr au niveau mondial, mais aussi en Afghanistan en particulier.

De notre côté, nous examinons les possibilités d'intensifier l'action humanitaire en réponse à la pandémie. Pour ce faire, nous travaillerons en étroite collaboration avec nos partenaires. Il est dès lors d'autant plus important que, tout d'abord, les Taliban cessent leurs attaques comme suite à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial afin de lutter contre la propagation de la maladie. Ensuite, il faut que les dirigeants politiques afghans se réunissent pour que le Gouvernement puisse réagir comme il se doit. Je reviendrai plus en détail sur ces points par la suite. Je souhaite poser une question à Ingrid, qui a évoqué certaines des préoccupations et certains risques en Afghanistan, il serait tout aussi intéressant qu'elle nous en disedavantage sur l'action que, selon elles, l'ONU – plutôt le système des Nations Unies – devrait entreprendre et comment les membres du Conseil peuvent apporter leur appui.

Pour ce qui est de l'aspect politique, je pense qu'il est essentiel que nous puissions constater des progrès rapides dans les négociations entre les parties afghanes et que nous veillions à ce que ceux-ci ne s'essoufflent pas. Nous avons constaté des éléments positifs, notamment les pourparlers entre le Gouvernement afghan et les Taliban sur la libération des prisonniers et l'annonce de la formation d'une équipe de négociation afghane. Des défis subsistent cependant. S'il appartient aux Afghans de définir la structure et le format des négociations, l'ONU et la communauté internationale doivent elles faire preuve de souplesse et être prêtes à apporter leur soutien. Les Taliban doivent négocier de bonne foi avec les émissaires du Gouvernement afghan. Ce n'est que par un règlement négocié et inclusif que l'on parviendra à la paix et il faut en outre que les Taliban cessent leurs hostilités. Il s'agit d'une revendication claire de tous les Afghans. Or, nous sommes déçus de constater que les dirigeants de Kaboul n'ont pas été capables de s'unir avant les négociations avec les Taliban. Il est temps pour eux de tenir leurs promesses, de mettre de côté leurs différends et de former un gouvernement véritablement unifié. Le peuple afghan n'attend et ne mérite rien de moins et ses dirigeants politiques ne doivent pas ruiner ce moment. Nous voulons notamment nous assurer que nous protégeons et mettons à profit les progrès réalisés dans la vie des femmes et des filles au cours des 18 dernières années.

Permettez-moi de terminer mes observations par quelques mots sur les besoins de développement des Afghans. Nous savons que l'Afghanistan connaît l'un des conflits les plus meurtriers au monde, plus de 10 000 victimes ont été recensées en 2019. Des années de déplacement et d'épreuves dues au conflit, à la sécheresse et aux inondations, ainsi que de piètres résultats économiques, ont laissé plus de 80 %

des Afghans sous le seuil de pauvreté international. L'insécurité alimentaire, qui s'ajoute à la crise de la COVID-19, a atteint un niveau critique ou dangereux pour plus de 14 millions de personnes, Le Royaume-Uni a engagé 362 millions de dollars au cours de cet exercice financier. Nous sommes prêts à travailler avec la Finlande en tant que co-organisateurs et avec d'autres donateurs internationaux à l'approche de la conférence d'annonce de contributions de 2020 à Genève. La coordination entre les acteurs du développement, de la sécurité et de la politique est plus cruciale que jamais.

Pour conclure, je voudrais souligner que nous avons tous tendance à parler de moment critique pour de nombreuses questions à l'ordre du jour, mais cela semble particulièrement vrai maintenant et d'autant plus vrai pour l'Afghanistan. De nombreuses menaces nous attendent et nous entourent et nous avons besoin que les principaux décideurs en Afghanistan, de toutes les parties et de toutes les régions, gardent leur sang-froid et fassent le nécessaire pour se rassembler en faveur de la paix et du peuple et pour lutter contre la pandémie.

Annexe XIII

Déclaration de Mme Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

Cela fait 40 ans maintenant que l'Afghanistan est en guerre. Les États-Unis restent déterminés à aider le pays à parvenir à un règlement politique pour mettre fin à cet état de conflit permanent. C'est pourquoi le Gouvernement Trump s'efforce de créer les conditions permettant aux Afghans d'entamer des négociations entre les différentes parties, ce qui, selon nous, peut déboucher sur une paix durable. Les évolutions récentes sont porteuses de promesses de paix et portent aussi en elles les défis critiques qui doivent être surmontés pour concrétiser cette promesse et mettre fin à un conflit qui coûte des vies chaque jour en Afghanistan.

L'annonce faite le 26 mars concernant la formation d'une équipe de négociation inclusive pour la République islamique d'Afghanistan – une équipe qui comprend le Gouvernement afghan, les dirigeants politiques et la société civile – est une étape importante pour les pourparlers avec les Taliban. Nous saluons également les progrès réalisés en vue d'un échange de prisonniers. Au cours de réunions techniques constructives, les représentants des Taliban et du Gouvernement afghan ont convenu que l'échange de prisonniers constituait une mesure de confiance importante alors que les parties se préparent au lancement immédiat de négociations entre les parties afghanes.

Toutefois, le chemin est encore semé d'embûches. Pour entamer des négociations, le peuple afghan aura besoin d'un gouvernement inclusif, capable à la fois d'assurer la sécurité et de participer au processus de paix. Le 23 mars, le Secrétaire d'État Pompeo s'est rendu à Kaboul pour exhorter MM. Ghani et Abdullah à mettre de côté leurs différends et à former un gouvernement qui pourrait justement faire cela – stabiliser leur pays et faire avancer le processus de paix, ainsi que lutter contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Comme l'a dit le Secrétaire Pompeo, nous sommes déçus que les dirigeants afghans n'aient pas réussi à former un tel gouvernement. Les dirigeants afghans ont fait preuve d'un engagement louable en faveur de la paix cette semaine en mettant sur pied une équipe de négociation et en adoptant des mesures pratiques pour libérer les prisonniers; ils devraient s'attacher en outre à former un gouvernement.

Le Gouvernement des États-Unis se prépare à ajuster ses dépenses en Afghanistan, notamment en réduisant immédiatement l'aide d'un milliard de dollars cette année. Si les dirigeants afghans choisissent de former un gouvernement inclusif capable d'assurer la sécurité et de participer au processus de paix, le Gouvernement Trump se déclare prêt à soutenir ces efforts et à réévaluer l'aide annoncée cette semaine. Alors que nous adaptons notre aide aux décisions prises par les dirigeants afghans, nous maintenons notre soutien au peuple afghan, comme en témoigne l'aide annoncée de 15 millions de dollars pour contribuer à combattre la propagation de la COVID-19 en Afghanistan. Nous espérons que d'autres donateurs se joindront à nous pour contribuer à la lutte contre la menace que représente le virus en Afghanistan.

Le Secrétaire d'État Pompeo s'est également rendu à Doha pour rencontrer les Taliban le 23 mars afin de les enjoindre de respecter leurs engagements en matière de réduction de la violence. Les récentes attaques menées par les Taliban ne respectent pas l'engagement qu'ils ont pris de parvenir à un processus de paix négocié. Nous appelons les Taliban à réduire immédiatement les niveaux de violence. Nous leur rappelons que les États-Unis se sont engagés à défendre les forces de défense et de sécurité nationales afghanes.

Alors que nous entrevoyons un espoir de paix, nous sommes conscients des progrès réalisés en Afghanistan au cours des 19 dernières années pour élargir les droits des femmes et des filles. Le Gouvernement Trump s'efforcera de préserver ces acquis. Tout gouvernement afghan qui serait formé ne peut espérer recueillir le soutien de la communauté internationale, des donateurs ou des entreprises si les droits et la participation des femmes sont révoqués ou foulés au pied. Dans le cadre de la recherche de la paix, les États-Unis entreprennent de retirer 8 600 soldats et restent attachés à faire en sorte que l'Afghanistan ne puisse plus servir de refuge aux organisations terroristes. Toute nouvelle réduction du nombre de troupes sera strictement subordonnée à des conditions et sera étroitement coordonnée avec l'OTAN.

Enfin, les États-Unis reconnaissent le travail important accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour soutenir le peuple afghan et félicitent l'Ambassadrice Deborah Lyons pour sa nomination. Nous nous réjouissons de coopérer avec l'Ambassadrice Lyons pour faire progresser la paix et la stabilité en Afghanistan.

Annexe XIV

Déclaration de M. Pham Hai Anh, Représentant permanent adjoint du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion qui vient à point nommé. J'aimerais remercier Mme Ingrid Hayden, Responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour son exposé. Le Viet Nam se félicite des travaux de la Mission et lui réitère son plein appui. Nous exprimons également notre gratitude à l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, pour les efforts considérables qu'il a déployés au cours des cinq dernières années et nous nous réjouissons de travailler en étroite collaboration avec la nouvelle Représentante spéciale, Mme Deborah Lyons.

Le Viet Nam suit de près la situation en Afghanistan. Le peuple afghan vit un moment historique et connaît une étape charnière. La résolution 2513 (2020), adoptée à l'unanimité par le Conseil, jette les bases de la quête d'une paix à long terme pour le pays. Toutefois, la situation sur le terrain continue d'évoluer de manière inquiétante. Nous condamnons fermement les attaques continues des Taliban et d'autres groupes terroristes en Afghanistan, qui ont fait plus de 10 000 victimes civiles en 2019 et des centaines d'autres depuis le début de l'année 2020. Nous sommes également préoccupés par la propagation croissante de la maladie à coronavirus (COVID-19) et son impact sur la sécurité, la consolidation de la paix et le développement socio-économique de l'Afghanistan.

Qu'il me soit permis de souligner les points suivants :

Premièrement, la question la plus importante est maintenant de poursuivre l'application de la résolution 2513 (2020), en particulier pour ce qui est de l'ouverture de négociations en vue d'un cessez-le-feu permanent. Le Viet Nam réitère son soutien au processus de paix inclusif dirigé et contrôlé par les Afghans et salue l'action du Gouvernement, notamment l'annonce de la formation d'une équipe inclusive pour les négociations de paix. Nous espérons que les femmes pourront participer en nombre et activement à ce processus. Nous appelons le Gouvernement afghan et le parti d'opposition à continuer de renforcer l'unité et à mettre de côté leurs différends en cette période troublée. Nous soulignons également qu'il importe de renforcer l'appui international aux négociations entre Afghans. À cet égard et compte tenu de la situation actuelle, la communauté internationale devrait accroître encore l'appui technique pour que le dialogue puisse se poursuivre à distance.

Deuxièmement, il est également vital d'améliorer la situation de sécurité qui se détériore. Malgré l'accord sur la réduction de la violence à l'échelle nationale, les Taliban ont continué de mener des attaques contre le peuple afghan, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Nous sommes préoccupés par l'attaque perpétrée hier par les Taliban au cours de laquelle 27 soldats afghans ont trouvé la mort. Compte tenu de la propagation de la COVID-19, le Viet Nam exhorte les Taliban et tous les autres groupes terroristes à cesser immédiatement les combats et les attaques contre les civils, et à ne pas entraver l'acheminement de l'aide humanitaire ni la fourniture de soins de santé dans le pays.

Troisièmement, comme l'indique le rapport de la MANUA (S/2020/210), la situation économique et humanitaire en Afghanistan continue d'être traversée par de nombreuses difficultés. En outre, pour parvenir à la paix et la stabilité à long terme, il est indispensable que le pays connaisse un développement économique soutenu et que la population compte sur des moyens de subsistance durables. Le Viet Nam appelle la communauté internationale à continuer d'aider l'Afghanistan à éliminer la pauvreté, à favoriser la reconstruction après le conflit et à surmonter les difficultés résultant des

catastrophes naturelles. Nous appelons également les partenaires internationaux ainsi que la MANUA et les entités concernées des Nations Unies à continuer d'organiser des activités de formation, de fournir des fonds et d'apporter un appui technique pour lutter contre la criminalité transfrontalière et le trafic de drogue en Afghanistan.

En conclusion, le Viet Nam souligne une fois de plus son soutien à l'indépendance, à la souveraineté et à la stabilité de l'Afghanistan.